



« La laïcité, ce n'est pas l'interdiction des signes religieux »

La ministre de l'Éducation et numéro 2 du gouvernement, **Élisabeth Borne**, estime que sur les sujets régaliens, il faut apporter des réponses « efficaces » et « réalistes ». Et éviter toute surenchère.

Propos recueillis par
Pauline Théveniaud

LA MINISTRE de l'Éducation Élisabeth Borne, qui pilotait la planification écologique lorsqu'elle était à Matignon, appelle à ne pas « relâcher l'effort » en matière d'environnement.

Alors que s'ouvre le sommet de l'ONU sur l'océan, on ne parle plus d'écologie. C'est la grande oubliée du gouvernement Bayrou ?

ÉLISABETH BORNE. La prise de conscience sur l'écologie recule à l'échelle mondiale. Il y a un retour de thèses climatosceptiques aux États-Unis. Des pays se disent : « Pourquoi on jouerait le jeu quand d'autres s'affranchissent des contraintes ? » En France, les inquiétudes liées aux bouleversements du monde et l'instabilité politique de ces derniers mois mettent un peu les enjeux écologiques à distance. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien. Ce sommet est très important. Il montre que cette préoccupation centrale continue à être portée.

Suppression des zones à faibles émissions, recul sur le zéro artificialisation nette : que vous inspire la remise en cause, à l'Assemblée, de ces mesures emblématiques ?

Le dérèglement climatique est là ! L'effondrement de la biodiversité, aussi. On l'a encore vu récemment avec l'éboulement d'un glacier en Suisse et les inondations dans le sud-est de la France. On n'a pas oublié les inondations de la Somme, la sécheresse dans les Pyrénées-Orientales. On ne peut absolument pas baisser la garde. Il faut garder le cap que j'avais porté comme Première ministre avec la planification écologique. Il faut se battre pour notre planète car c'est notre avenir qui est en jeu.

Réintroduction d'un néonicotinoïde, suspension de MaPrimeRénov' : le gouvernement lui-même détricote le bilan d'Emmanuel Macron...

MaPrimeRénov', c'est un sujet à part. Face à des fraudes massives, le gouvernement marque une pause pour repartir sur de bons rails. Mais il n'y a pas de doute, les crédits qui étaient prévus seront maintenus et le dispositif reprendra d'ici à fin septembre. Ensuite, je le dis : il ne faut pas relâcher l'effort. Il faut absolument continuer à avancer.

Marine Tondelier vous reproche de participer à une « alliance anti-écologie » avec LR et le RN. Pourquoi si peu de voix s'élèvent dans votre camp ?

Le président de la République s'est exprimé, la ministre en charge également et je le fais aussi. Je renvoie la balle dans le camp des écologistes : ils étaient quand même très peu présents dans l'hémicycle quand cette alliance étrange a voté la suppression des ZFE.

On assiste à une surenchère sécuritaire, cela vous inquiète ?

Je pense nécessaire de rappeler que l'action du gouvernement ne se mesure pas en décibels sur les sujets régaliens. On porte des dossiers importants, comme le redressement de nos finances publiques. Moi, je me préoccupe d'élever le niveau de nos élèves, des enjeux d'égalité des chances. On continue à agir !

Et sur le fond ?

Le rapport sur le frérisme, la mort d'Elias ou les violences en marge du match du PSG choquent à juste titre les Français. Mais on ne doit ni légiférer à chaud, ni dans l'émotion. Ce serait bien d'éviter la

surenchère de mesures éculées, qu'on trouve sur étagère à chaque actualité dramatique. On doit s'attacher à identifier les causes qui conduisent à ces faits, à apporter avec sang-froid des réponses cohérentes, efficaces et réalistes.

Vous êtes plutôt Gabriel Attal, qui souhaite interdire le voile aux moins de 15 ans, ou Édouard Philippe, qui juge « dangereux » de « créer un droit spécifique pour une religion » ?

Bien évidemment que voir une petite fille voilée nous interpelle tous. Est-ce que, pour autant, la réponse est de vouloir interdire un signe religieux particulier dans l'espace public ? C'est inconstitutionnel et inapplicable.

Qu'est-ce qui vous gêne ? Le fond ou la méthode ?

Les deux ! Il faut garder en tête ce que c'est la laïcité dans notre pays. La laïcité, c'est la liberté de croire ou de ne pas croire, la neutralité de l'État et de ses représentants, de l'école publique. Ce n'est pas l'interdiction des signes religieux dans l'espace public. Si on perd ces repères-là, où cela nous mène ? Ce sont des sujets lourds, compliqués, qui posent des questions de libertés publiques, de cohésion nationale. Ils méritent de la réflexion, des débats au sein du parti. Tout comme le fait de vouloir supprimer le juge d'application des peines mérite du débat. Comme je l'ai dit, je regrette que cela n'ait pas été le cas.

Près de 90 % des adhérents Renaissance ont approuvé ces propositions.

Vous êtes toujours en phase avec ce parti ?

Oui ! Sans vouloir enfoncer le clou... si la question posée est de savoir s'il faut créer « une bulle de protection autour de

notre jeunesse », évidemment, chacun vote « oui ». Mais qu'est-ce que ça recouvre ? C'est cela qui mérite du débat.

Renaissance s'est droitisé ?

Sans doute que la future présidentielle pousse certains à s'exprimer de façon très médiatique... Je pense qu'il vaut mieux privilégier la réflexion, le fond et les vraies réponses.

Le « en même temps » existe-t-il encore ?

Je ne veux pas que l'on revienne à l'alternance droite-gauche, fondée sur des positions figées, des solutions toutes faites, où chacun attend que les Français se lassent de l'autre bloc. C'est délétaire. L'existence d'une force centrale est essentielle. Je continuerai à porter cette voix.

À ce stade, dans votre camp, seuls des hommes semblent se positionner pour 2027...

Cela ne me surprend pas. (Sourire.) Peut-être que des femmes sont davantage attachées à faire les choses dans l'ordre, c'est-à-dire à travailler sur un projet, plutôt que de se poser des questions d'égo.

Vous dites vous-même : « Pourquoi je l'exclurais ? » Vous y réfléchissez ?

Tous les matins quelqu'un se déclare candidat ! Je n'ai pas envie de rentrer là-dedans. Ce qui me tient à cœur, c'est que cette force centrale apporte des idées neuves et remporte la présidentielle de 2027.



On ne doit ni légiférer à chaud, ni dans l'émotion





Paris (VII^e), vendredi.
Comme en réponse à ses
collègues Gérald Darmanin
(Justice) et Bruno Retailleau
(Intérieur), qui multiplient
les déclarations fracassantes,
Élisabeth Borne enfonce le clou :
« L'action du gouvernement
ne se mesure pas en décibels. »

LE PHILIPPE LAMALLE

